

Les eurodéputés veulent un siège unique à Bruxelles

LE RÉSUMÉ

La majorité des eurodéputés veulent un **siège unique** du **Parlement à Bruxelles** pour renforcer le rôle de l'institution et éviter un énorme gaspillage.

Ils espèrent que l'arrivée du **président Macron** et le **Brexit** feront avancer leur cause.

VINCENT GEORIS
À STRASBOURG

Chaque mois, c'est la transhumance. Les 751 députés européens embarquent assistants, dossiers et valises pour se rendre de Bruxelles à Strasbourg. Ils prennent un TGV spécialement affrété et rejoignent l'hémicycle alsacien où ils siègent pendant quatre jours. Le déménagement est fastidieux et coûte des millions d'euros au contribuable.

Plus de deux tiers des eurodéputés réclament de longue date un siège unique à Bruxelles. Une résolution est votée chaque année en faveur de cette solution. Mais ce choix n'a jamais été mis en pratique. Comme l'a tranché la Cour de justice de l'UE, un tel revirement nécessite une modification des traités, ce qui requiert l'unanimité des États européens. Or la France, accrochée à ce symbole de la réconciliation avec les Allemands, rejette toute discussion sur le départ du Parlement de Strasbourg.

La question est revenue hier au premier plan. Un débat, très vif, s'est tenu entre les «pro» et les «anti»-siège unique lors de la session strasbourgeoise. Les députés français

de droite ont défendu bec et ongles le siège alsacien.

Macron et le Brexit

Cette année, une lueur d'espoir s'est fait jour du côté des partisans du siège unique à Bruxelles. Deux éléments nouveaux pourraient changer la donne. Le nouveau président français Emmanuel Macron, résolument proeuropéen, pourrait être ouvert au débat, mais il faudrait le convaincre. C'est ici que le Brexit tomberait à pic. Strasbourg pourrait accueillir, en échange du siège unique à Bruxelles, l'Agence européenne des médicaments et l'Autorité bancaire européenne, deux organismes qui devront quitter le Royaume-Uni. C'est du moins ce que pensent les supporters du siège unique.

«Le Brexit pourrait entraîner la relocalisation des deux agences dans le bâtiment du Parlement à Strasbourg. L'immeuble est sous-utilisé, nous ne sommes ici que 48 jours par an», dit l'eurodéputée suédoise Anna Maria Corazza Bildt, figure de proue de «One Seat», la campagne pour le siège unique. «Le nouveau président français Emmanuel Macron a des points communs avec notre envie de relancer l'UE, ajoute-t-elle. Nous voulons un dialogue

constructif. Nous sommes prêts à aller à l'Élysée s'il le faut.»

Les députés en faveur du siège unique demandent que le sujet soit abordé lors d'un Conseil européen. En premier lieu, ils jugent qu'un seul siège renforcera le rôle du Parlement et, partant, l'Union européenne.

L'argument du gaspillage pèse aussi. «Le Parlement à Strasbourg est devenu le symbole de ce qui ne marche pas. C'est un énorme gaspillage», dit le Britannique Ashley Fox (ECR). Selon la Cour des comptes européenne, le déplacement des eurodéputés coûte chaque année 114 millions d'euros. Son coût environnemental est de 19.000 tonnes de CO₂ rejetées au cours du transport. L'édifice est vide 317 jours par an, mais il est toujours chauffé et les lumières restent allumées.

Strasbourg est le symbole de la réconciliation franco-allemande. La capitale alsacienne

pourrait le rester aux yeux des tenants du siège unique, par exemple, en accueillant des sommets européens. «Strasbourg doit rester un symbole de paix et de réconciliation, mais pas de gaspillage», lâche l'élue libérale espagnole Beatriz Becerra Basterrechea (ADLE).

«Nous demandons à ce que le siège soit à

Bruxelles. On sent que les lignes bougent, mais la partie est difficile. Il faut une compensation importante pour convaincre la France, dit Louis Michel. Pourquoi ne pas créer une école d'administration européenne à Strasbourg? L'ENA se trouve déjà ici. On pourrait au moins consacrer l'argent gaspillé à une cause utile.»

Le «Caprice des Dieux» délabré

Un autre élément perturbe le débat: l'état de délabrement du «Caprice des Dieux», le bâtiment du Parlement européen à Bruxelles, invoqué par les «anti»-siège unique. D'après une étude, il serait nécessaire de reconstruire le site.

Le coût estimé, de 500 millions d'euros, serait inférieur à celui d'une rénovation. «L'hémicycle à Bruxelles tombe en ruine. Il serait scandaleux de dépenser autant d'argent alors que nous pouvons accueillir le Parlement ici à Strasbourg et que nous inaugurons aujourd'hui des nouveaux bureaux», plaide la députée française Anne Sander (PPE).

«La question de la rénovation du siège bruxellois est un atout, pas un argument contre le siège à Bruxelles. De toute façon, si Strasbourg doit être le siège unique, il faudra agrandir l'immeuble», rétorque Mme Corazza Bildt.

«Pourquoi ne pas créer une école d'administration européenne à Strasbourg?»

LOUIS MICHEL
DÉPUTÉ ADLE